Pour diffusion immédiate : 22/07/2026 **GOUVERNEURE KATHY HOCHUL**

À LONG ISLAND, LA GOUVERNEURE HOCHUL MET EN AVANT LE SOUTIEN CROISSANT AU PREMIER MORATOIRE À L'ÉCHELLE DE L'ÉTAT VISANT LES NOUVEAUX CENTRES DE DONNÉES HYPERSCALE

Mettra en place un cadre réglementaire de référence à l'échelle nationale afin de protéger les contribuables, l'environnement et les New-Yorkais

La suspension d'un an garantira que les New-Yorkais n'auront pas à supporter le coût des extensions du réseau de transport d'électricité et des infrastructures nécessaires

Créera un cadre d'investissement communautaire pour les centres de données de l'État de New York afin de permettre aux collectivités locales de bénéficier de millions de dollars générés par les nouveaux projets de développement

La gouverneure proposera une loi visant à supprimer les exonérations de taxe sur les ventes accordées aux centres de données hyperscale dans l'ensemble de l'État

Le document présentant les grandes lignes du cadre stratégique pour l'investissement communautaire est disponible ici

Une copie du décret est disponible ici

La gouverneure Kathy Hochul a réuni aujourd'hui, à l'occasion d'une table ronde, des représentants de l'État, des chefs d'entreprise et des responsables locaux de Long Island afin de présenter son décret instituant le premier moratoire du pays sur les nouveaux centres de données hyperscale. Ce texte fixe les exigences les plus strictes du pays pour le développement des centres de données et fournit un cadre de référence aux collectivités. La gouverneure suspend temporairement, pour une durée pouvant aller jusqu'à un an, la délivrance des autorisations environnementales de l'État afin de mettre en place un cadre réglementaire parmi les plus avancés du pays, destiné à protéger les consommateurs, l'environnement, le réseau électrique et les collectivités de l'ensemble de l'État.

« Au fil de mes déplacements dans l'État et de mes échanges avec les responsables locaux, les chefs d'entreprise et les élus, une conviction s'impose à moi : nous avons la

responsabilité de veiller à ce que les New-Yorkais n'aient pas à subir une hausse de leurs factures d'électricité à cause de ces immenses centres de données qu'ils n'ont jamais demandés », **a déclaré la gouverneure Hochul.** « Le moratoire que j'ai signé nous permet d'élaborer un cadre qui réponde aux besoins des New-Yorkais. C'est tout ce qui compte. Nous sommes les premiers à mettre en œuvre cette vision ambitieuse, et nous serons les premiers à en assurer la réussite. »

Parmi les participants à la table ronde d'aujourd'hui figuraient les personnes suivantes :

- Monica Martinez, sénatrice de l'État de New York, présidente de la commission des collectivités locales (D–NY–4)
- Kwani B. O'Pharrow, membre de l'Assemblée de l'État de New York (D–NY–11)
- Steven Weinberg, maire du village de Thomaston
- Rich Schaffer, superviseur de la ville de Babylon
- Bob Deluca, président de Group for the East End
- Dan Lloyd, fondateur et président de Minority Millennials
- Kevin McDonald, conseiller principal en politiques publiques à The Nature Conservancy
- Rosemary Menendez, bénévole à AARP
- Brendan Warner, président de la Long Island Water Conference
- Bill Zalakar, directeur exécutif du Long Island Farm Bureau

La présidente-directrice générale et commissaire d'Empire State Development (ESD), Hope Knight, a déclaré : « La gouverneure Hochul veille à ce que l'État de New York demeure un chef de file de l'innovation tout en fixant un cadre clair pour les projets de grands centres de données. Grâce au Community Investment Framework, Empire State Development aidera les responsables locaux à garantir des retombées substantielles pour les collectivités, à protéger les contribuables et à favoriser les investissements dans les infrastructures, le développement de la main-d'œuvre, les services de garde d'enfants et d'autres priorités qui améliorent la qualité de vie des habitants. »

L'État de New York connaît une croissance sans précédent de la demande en matière de développement de centres de données, portée par l'intelligence artificielle et d'autres activités de calcul informatique. Cette hausse de la demande s'est traduite par la présentation, dans l'ensemble de l'État, de projets de construction et d'exploitation de centres de données susceptibles de nécessiter d'importantes quantités d'énergie et d'eau pour alimenter et refroidir des milliers de serveurs informatiques.

Au début de cette année, la gouverneure a chargé le Département des services publics (Department of Public Service, DPS) d'engager la procédure Energize NY, qui obligera les centres de données soit à assumer un coût plus élevé pour leur approvisionnement en électricité, soit à produire leur propre énergie, afin de permettre à l'État de maintenir des coûts de l'électricité plus abordables pour les New-Yorkais. Dans le cadre de cette procédure, la gouverneure charge également le DPS d'élaborer une Déclaration générique d'impact sur l'environnement (Generic Environmental Impact Statement, GEIS) applicable aux centres de données, afin de garantir que tous les nouveaux

centres de données mis en service soient soumis à des normes uniformes. Pendant l'élaboration de cette GEIS, qui pourrait durer jusqu'à un an, un moratoire sera en vigueur et le Département de la préservation de l'environnement (Department of Environmental Conservation, DEC) ne délivrera aucun permis discrétionnaire pour les demandes qui n'auront pas déjà été jugées complètes. L'État utilisera GEIS pour évaluer les incidences environnementales potentielles de la construction et de l'exploitation des centres de données sur son territoire, notamment leurs effets sur la demande en énergie, l'utilisation et la qualité de l'eau, ainsi que sur la qualité de l'air. Une fois que l'État aura finalisé ces normes, le moratoire sera levé, ce qui permettra aux nouveaux projets de centres de données d'aller de l'avant, à condition qu'ils respectent les exigences de l'État, les réglementations locales en matière d'urbanisme (zoning code) ainsi que les autres autorisations locales requises.

La gouverneure a également chargé Empire State Development (ESD) de publier, dans un délai de 60 jours, un Cadre d'investissement communautaire (Community Investment Framework, CIF), qui fournira aux collectivités locales des orientations claires afin de les aider à négocier des retombées au bénéfice de leur communauté dans le cadre de tout projet de centre de données de grande envergure, notamment des améliorations des infrastructures locales, des investissements dans les services de garde d'enfants et un soutien financier direct à leur collectivité. Le CIF établira également des mécanismes garantissant aux organisations syndicales une place à la table des négociations et accordera la priorité au respect des salaires en vigueur ainsi qu'aux accords de travail sur les projets pour la construction des centres de données. Il favorisera également l'embauche locale, l'apprentissage et le développement des compétences de la main-d'œuvre afin de maximiser les retombées économiques. Ce Cadre comprendra également une formule permettant aux collectivités d'évaluer le point de départ des négociations relatives aux investissements communautaires. Une présentation des grandes lignes du CIF est d'ores et déjà disponible sur le site web de l'ESD, et le public est invité à faire part de ses observations.

En outre, la gouverneure charge le DPS d'examiner la création d'un Fonds d'accélération du réseau électrique de l'État de New York (New York Grid Acceleration Fund), qui imposerait aux centres de données de contribuer au financement de la modernisation du réseau électrique vieillissant de l'État ainsi qu'à ses besoins énergétiques, afin que l'ensemble des New-Yorkais bénéficie d'un développement responsable. Ce Fonds pourrait financer l'acquisition de nouvelles sources d'énergie propre ainsi que la création d'un fonds d'assurance auquel les promoteurs pourraient être tenus de contribuer afin de se prémunir contre les demandes spéculatives de très forte puissance, susceptibles de créer de l'incertitude et d'entraîner une hausse des coûts. Le DPS examinera également différentes approches visant à obliger les centres de données à financer de nouvelles capacités de production d'électricité propre dédiées à leurs activités, notamment, mais sans s'y limiter, des ressources énergétiques distribuées implantées sur le site du client et des systèmes de stockage par batteries.

Enfin, la gouverneure Hochul souhaite faire adopter une loi visant à supprimer les exonérations de taxe sur les ventes accordées aux centres de données hyperscale dans l'ensemble de l'État

Depuis son entrée en fonction, la gouverneure Hochul veille à ce que l'État de New York soit à l'avant-garde du pays en matière d'innovation et de développement de l'intelligence artificielle. Dans le cadre de son budget pour l'exercice 2025, la gouverneure a lancé Empire AI, une initiative parmi les plus ambitieuses du pays visant à faire progresser la recherche en intelligence artificielle au service de l'intérêt général. Cette année, elle a créé la FutureWorks Commission, chargée de formuler des recommandations sur les politiques publiques et les actions à mener par le secteur privé afin de protéger la sécurité des travailleurs tout en permettant à l'ensemble des New-Yorkais de tirer parti des retombées économiques de l'intelligence artificielle. Cette Commission de haut niveau est composée d'experts parmi les plus éminents du pays, de représentants des travailleurs et de dirigeants d'entreprise. Elle est chargée de conseiller la gouverneure Hochul sur la manière d'accompagner la transition vers l'intelligence artificielle afin que ses bénéfices profitent aux familles, aux travailleurs et aux petites entreprises de l'État de New York, et pas uniquement aux grandes sociétés.

La gouverneure Hochul a également mis en place des garanties parmi les plus avancées du pays afin de protéger les New-Yorkais en ligne et de promouvoir une utilisation sûre et responsable de l'intelligence artificielle dans l'État de New York. Les initiatives comprennent :

- La loi SAFE for Kids et la loi sur la protection des données des enfants, qui limitent les flux addictifs destinés aux enfants et interdisent aux opérateurs en ligne de collecter et de monétiser les données des enfants sans leur consentement éclairé.
- La disposition législative relative aux compagnons IA, qui a mis en place des mesures de protection inédites dans le pays, redirige les conversations des utilisateurs sur l'automutilation vers des ressources en santé mentale et interrompt les comportements addictifs malsains. La gouverneure a également interdit le matériel pédopornographique généré par l'intelligence artificielle.
- Le projet de loi récemment signé sur les étiquettes d'avertissement obligera les entreprises de réseaux sociaux à publier des avertissements sur l'impact potentiel de la plateforme sur la santé mentale.
- Loi sur les pratiques trompeuses en matière d'IA, qui renforce la protection contre l'utilisation non autorisée de l'image ou de la voix d'une personne et la diffusion non autorisée d'images à caractère intime.

Cette année, la loi « Sécurité dès la conception » (Safe by Design) de la gouverneure a été adoptée dans le cadre du budget de l'État pour l'exercice 27. « Safe by Design » garantit que les contrôles parentaux destinés aux enfants soient réglés sur le niveau de protection le plus élevé sur les principales plateformes de réseaux sociaux et de jeux vidéo. Cela signifie que les personnes de plus de 18 ans qui ne font pas partie de leur cercle de contacts ne peuvent pas communiquer en privé avec les enfants, consulter l'intégralité de leur profil ni les identifier dans des publications. Les paramètres de

localisation seront également désactivés par défaut, et les enfants de moins de 13 ans devront obtenir l'autorisation de leurs parents pour établir de nouvelles connexions. Elle désactive également certaines fonctionnalités des chatbots basés sur l'IA sur les plateformes en ligne destinées aux enfants, et les parents doivent pouvoir fixer des limites aux transactions financières de leurs enfants sur les plateformes de jeux en ligne et consulter l'historique des transactions de leur enfant. Si bon nombre de ces plateformes ont renforcé leurs mesures de sécurité destinées aux enfants, à New York, ces mesures sont désormais imposées par la loi et ne peuvent être assouplies par ces plateformes au fil du temps.

En outre, la gouverneure Hochul crée le tout premier Bureau de l'innovation, de la gouvernance, de l'intégrité et de la confiance numériques (Office of Digital Innovation, Governance, Integrity, and Trust, DIGIT), une structure inédite en son genre. Le DIGIT servira d'organisme central et faisant autorité en matière de sécurité numérique et de gouvernance technologique, élaborant de nouvelles approches et garantissant une application cohérente afin d'assurer la sécurité des New-Yorkais en ligne, tout en protégeant la position de l'État de New York en tant qu'État qui valorise et investit dans l'innovation de pointe. Le DIGIT s'attachera dans un premier temps à réglementer les principaux développeurs d'IA de pointe, conformément aux dispositions de la loi RAISE, afin d'assurer davantage de transparence sur leurs mesures de sécurité et de mettre en place un processus de signalement permettant aux développeurs de signaler les incidents de sécurité graves. La loi entrera en vigueur le 1er janvier 2027.

La sénatrice de l'État de New York Monica Martinez a déclaré : « L'intelligence artificielle et les centres de données dépendent des mêmes ressources naturelles limitées dont nous dépendons tous au quotidien. Laisser ces installations, très gourmandes en énergie et en eau, se développer sans encadrement fait grimper les coûts pour les habitants et menace la qualité de vie dans tout l'État de New York, en particulier ici, à Long Island. Je remercie la gouverneure Hochul d'avoir instauré ce moratoire d'un an sur les nouveaux projets de centres de données, le temps que l'État de New York détermine la meilleure façon de se préparer à ces technologies et de les intégrer pour répondre aux besoins de notre État. »

Le membre de l'Assemblée Kwani B. O'Pharrow a déclaré : « L'intelligence artificielle et les technologies émergentes offrent des perspectives considérables à l'État de New York, mais l'innovation ne doit jamais se faire au détriment de nos collectivités, de notre environnement ou des familles de travailleurs. Je soutiens la décision de la gouverneure Hochul d'instaurer un moratoire temporaire, le temps que l'État de New York élabore un cadre réglementaire responsable, transparent et appelé à devenir une référence nationale. »

Le superviseur de la ville de Babylon, Rich Schaffer, a déclaré : « Je tiens à remercier la gouverneure Hochul d'avoir adopté une approche réfléchie et équilibrée concernant l'avenir des grands centres de données dans l'État de New York. En suspendant les nouveaux projets le temps que l'État mène un examen approfondi, la gouverneure veille à ce que les bonnes décisions soient prises avant que ne soient

prises des décisions susceptibles d'avoir des répercussions durables sur nos collectivités, notre réseau électrique et notre environnement. Je salue également la décision de la gouverneure Hochul de réunir des élus, des parties prenantes et des responsables locaux autour de cette réflexion. Long Island présente des enjeux qui lui sont propres, et cette démarche concertée permettra d'élaborer un cadre favorisant le développement économique tout en protégeant nos habitants, nos ressources naturelles et nos infrastructures pour les générations à venir. »

Le conseiller municipal de la ville de Brookhaven, Jonathan Kornreich, a déclaré : « Je salue la décision de la gouverneure Hochul d'adopter une approche sérieuse et responsable concernant les centres de données hyperscale. Son décret reconnaît à juste titre que ces installations soulèvent des enjeux majeurs en matière de demande énergétique, de consommation d'eau, de qualité de l'eau et de l'air, de protection des usagers face aux tarifs de l'électricité et de répercussions sur les collectivités. J'apprécie tout particulièrement que l'État étudie la possibilité d'exiger des centres de données qu'ils paient davantage pour leur électricité ou produisent leur propre énergie, et que la gouverneure envisage la création d'un Grid Acceleration Fund, afin que les grands consommateurs privés contribuent au financement du réseau électrique au lieu d'en faire supporter le coût aux New-Yorkais. À Brookhaven, nous nous posons nous aussi bon nombre de ces mêmes questions dans le cadre du moratoire que nous avons récemment adopté. À Long Island, où nous dépendons d'un aquifère qui constitue notre unique source d'eau et d'un réseau électrique régional soumis à de fortes contraintes, nous devons définir des règles claires avant que des projets de cette envergure ne se concrétisent. Nous craignions également qu'un moratoire propre à Brookhaven ne reporte la pression du développement sur les villes voisines, alors même que l'aquifère et le réseau électrique sont des ressources régionales que nous partageons tous. Je remercie la gouverneure Hochul pour son partenariat étroit avec les collectivités et pour avoir reconnu que les collectivités locales ne doivent pas avoir à affronter seules ces enjeux. Son décret donne à des villes comme Brookhaven le temps et les moyens nécessaires pour planifier de manière responsable, tout en contribuant à protéger Long Island dans son ensemble. »

Beth Finkel, directrice d'AARP pour l'État de New York, a déclaré : « À l'heure où trop de New-Yorkais peinent déjà à couvrir leurs besoins essentiels, ils ne devraient pas avoir à supporter les énormes besoins en électricité des immenses centres de données. Près de la moitié des New-Yorkais âgés ont dû réduire leurs dépenses essentielles, notamment en alimentation, en produits d'hygiène personnelle et en transports, en raison de la hausse de leurs factures d'électricité, tandis que 17 % ont également réduit leurs dépenses de santé, y compris celles consacrées aux médicaments sur ordonnance. AARP New York salue le décret 62 de la gouverneure Hochul, qui place la protection des consommateurs et l'accès à une énergie à un coût abordable au cœur de la politique énergétique de l'État de New York. »

Le président de la Nassau County Village Officials Association et maire de Thomaston, Steven Weinberg, a déclaré : « Le moratoire sur les centres de données donne aux villages et aux collectivités locales le temps nécessaire pour planifier les

améliorations des infrastructures d'électricité et d'eau qu'exige l'augmentation de la demande, évaluer les conséquences sur les factures d'électricité des habitants et veiller à ce que tout projet de centre de données soit soumis aux procédures locales de zonage et d'autorisation, afin de garantir les retombées et les améliorations dont les villages et leurs habitants ont besoin. Nous saluons le leadership de la gouverneure Hochul, qui donne aux pouvoirs publics le temps nécessaire pour comprendre les enjeux que présentent les centres de données et planifier les réponses à y apporter, à court comme à long terme. »

Kevin McDonald, conseiller principal en politiques publiques à The Nature Conservancy, a déclaré : « Merci à la gouverneure Hochul de nous avoir invités à participer aux échanges sur les récentes mesures prises par décret concernant les centres de données. La table ronde organisée aujourd'hui a été l'occasion d'entendre les habitants de Long Island sur les répercussions potentielles des centres de données et sur les moyens d'y répondre, alors que l'État de New York poursuit sa politique de développement économique. The Nature Conservancy à New York attend avec intérêt la mise en place d'un cadre réglementaire responsable, transparent et appelé à devenir une référence nationale, prévoyant des exigences visant à limiter les répercussions des centres de données et à orienter les investissements vers des projets de préservation de l'environnement, notamment le reboisement, la restauration des milieux naturels et la protection des habitats de la faune. Grâce à ce type d'investissements, nous pourrons préserver les terres, l'air et l'eau dont dépendront les générations futures de New-Yorkais. »

Bob DeLuca, président de Group for the East End, a déclaré : « Nous saluons le leadership de la gouverneure, qui reconnaît l'importance essentielle d'être à l'écoute des collectivités locales et de favoriser une planification rigoureuse ainsi qu'une prise de décision éclairée concernant l'implantation et la construction des futurs centres de données à Long Island. Si nous voulons préserver le mode de vie à Long Island et gérer de manière responsable nos ressources en eau fragiles ainsi que nos infrastructures déjà fortement sollicitées, nous devons prendre le temps nécessaire pour mesurer les conséquences de cette nouvelle activité industrielle, élaborer des orientations claires afin de protéger la population et d'éclairer l'examen, par les collectivités locales, du nombre croissant de projets de centres de données. »

Bill Zalakar, directeur exécutif de Long Island Farm Bureau, a déclaré : « Notre fédération agricole apporte son entier soutien au moratoire sur les centres de données décidé par la gouverneure. Nos terres, nos ressources en eau, notre réseau électrique et nos ressources naturelles sont si essentiels pour nous tous qu'il est important de prendre le temps d'évaluer pleinement les répercussions que ces projets auront sur notre environnement et notre économie. Ces ressources sont indispensables à la production agricole. Nous devons donc veiller à ce que l'avenir de notre approvisionnement alimentaire ne soit pas compromis. »

Dan Lloyd, président de Minority Millennials, a déclaré : « Ce moratoire est le signe d'un leadership responsable, et non d'un rejet des technologies. L'État de New York

montre la voie en fixant un cadre clair : si les centres de données dédiés à l'intelligence artificielle sont alimentés par l'électricité de nos collectivités, ils doivent en retour investir à la fois dans les habitants, en soutenant l'éducation, l'apprentissage et les parcours professionnels, et dans les infrastructures qui nous protègent, notamment l'innovation énergétique, l'efficacité énergétique, le stockage de l'énergie et les systèmes de refroidissement en circuit fermé. C'est ainsi que l'on gouverne de manière responsable : favoriser l'innovation tout en modernisant notre réseau électrique, en préservant nos ressources en eau et en améliorant la qualité de vie des générations futures. »

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418
Inscrivez-vous pour recevoir les informations les plus récentes du Bureau de la gouverneure :
ny.gov/signup | Envoyez NEW YORK par SMS au 81336

SE DÉSABONNER